



INSTITUTIONS DE L'UNION EUROPÉENNE – FICHE N°24

LE DROIT DE L'UE FACE AU JUGE NATIONAL

Du point de vue du juge national, c'est le défaut d'exécution de la directive qui fonde le devoir de l'appliquer correctement à l'Etat défaillant. Les voies de recours sont alors nombreuses, avec des effets variés.

L'invocabilité devant le juge national

Une directive n'est invocable devant le juge national que si elle a un effet direct en étant à la fois claire, inconditionnelle et auto-exécutoire, sans quoi ne subsiste en réalité qu'une invocabilité minimale en vertu de la primauté du droit de l'UE sur le droit national. Cela permet néanmoins au juge national d'agir de plusieurs manières :

- Il peut écarter les normes nationales incompatibles avec la directive européenne
- Il peut procéder à une « interprétation conforme » du droit interne par rapport à la directive
- Il peut mettre en jeu la responsabilité de l'Etat défaillant

Le défaut d'exécution d'une directive européenne

Le défaut d'exécution d'une directive peut être constaté de deux manières différentes par le juge :

- Soit la directive n'a pas été transposée dans les délais impartis, auquel cas le juge a recours à l'invocabilité palliative en palliant l'absence de transposition par une application directe des dispositions de la directive
- Soit la transposition est incorrecte, auquel cas le juge a recours à l'invocabilité de substitution en excluant la transposition nationale de la base légale du litige et en lui substituant les dispositions de la directive

Les effets en droit administratif français

En cas de litige administratif, le juge français dispose de 6 options :

- Ecarter l'application d'une loi non conforme avec les objectifs d'une directive
- Annuler l'acte réglementaire incompatible avec une directive
- Contraindre l'administration à abroger les dispositions réglementaires concernées
- Utiliser la voie d'exception pour soulever l'illégalité de l'acte réglementaire de transposition
- Contrôler la conformité d'une loi avec une directive (lors d'un recours contre une mesure individuelle)
- Annuler un acte administratif individuel par voie d'exception de non-conformité avec les objectifs d'une directive

Les voies de recours

Contre les actes ou les abstentions des institutions de l'UE

La CJUE est compétente pour annuler les actes illégaux des institutions de l'UE, constater une carence fautive, ordonner le sursis à l'exécution d'un acte, prescrire des mesures provisoires et décider de la réparation de dommages causés par les institutions ou agents de l'UE.

Contre les actes ou les abstentions des Etats membres

La CJUE est compétente pour constater les manquements des Etats membres, ordonner le sursis à l'exécution d'un acte, prescrire des mesures provisoires et statuer sur tout différend entre Etats membres en connexité avec un traité constitutif de l'Union européenne.

Contre les décisions des juridictions de l'UE

La CJUE est compétente pour statuer sur l'opposition contre un arrêt rendu et sur une demande en interprétation de ses arrêts ainsi que sur une demande de révision de ses arrêts si un fait nouveau et déterminant venait à se produire (procédure exceptionnelle).

Le renvoi préjudiciel

La CJUE est compétente pour statuer à titre préjudiciel sur l'interprétation des traités et de la validité des interprétations des actes pris par les institutions de l'Union européenne, lorsqu'un juge national sursoit à statuer et l'interroge sur l'interprétation ou la validité d'une norme européenne. La CJUE fournit au juge national une interprétation « autorisée » du droit européen, ce qui lui permet ensuite de poursuivre la procédure contentieuse en tranchant le litige.